

Les crédits

créer des places de garderie. C'est à lui qu'on doit les hausses d'impôt décrétées depuis 1984 qui ont eu un effet dévastateur sur les Canadiens à revenu faible et moyen, comme je l'ai déjà mentionné.

La combinaison de ces mesures fiscales et de ces réductions budgétaires, jointes à l'effort évident en vue de miner le principe de l'universalité concernant la pension de vieillesse et les allocations familiales, et au manque à gagner que représentera pour nos provinces la réduction du financement des programmes établis, tout cela est de bien mauvais augure pour les Canadiens d'un bout à l'autre du pays. Peu importe qu'on habite en Nouvelle-Écosse, au Manitoba, dans le Nord, au Québec ou en Ontario, on en était arrivé à attendre des gouvernements précédents un sens de l'égalité et de l'équité. Or, depuis les coups répétés dont les frappent les budgets déposés depuis 1984 et maintenant avec le tout dernier budget de 1989, les Canadiens en sont arrivés à n'attendre aucun geste d'amitié de la part du gouvernement de Brian Mulroney.

M. le vice-président: La parole est au député de Winnipeg St. James pour poser une question ou faire une observation.

M. Harvard: Je tiens à remercier mon honorable collègue de nous avoir fait un excellent exposé. Je souhaiterais que tous les Canadiens puissent lire son discours car il a fait de très judicieuses observations. La mesure de récupération fiscale que le gouvernement conservateur a annoncée constitue un effort visant à mettre fin de façon détournée au principe de l'universalité. Nous le savons tous, si cette mesure budgétaire de récupération est adoptée, elle marquera la fin de l'universalité telle que nous la connaissons au Canada. Le régime de l'évaluation des moyens va refaire surface, mais sous une autre forme.

Si cette disposition permet au gouvernement d'imposer la pension de vieillesse sur un revenu de 70 000\$ aujourd'hui, pourquoi ne l'imposerait-il pas demain sur un revenu de 60 000\$ et sur un revenu de 50 000\$ une semaine plus tard? Le gouvernement ne s'arrêtera ni aux allocations familiales ni aux pensions de vieillesse, il va s'attaquer plus tard au régime des soins médicaux et à tous les programmes sociaux sans exception.

Les députés devraient songer à l'odieux régime de l'évaluation des moyens. Je me rappelle ce que ma mère me racontait à propos de la vie dans les Prairies pendant les tristes années 30. Je m'en souviens très bien encore. Ce n'est qu'en désespoir de cause que les agriculteurs se rendaient à la mairie pour aller chercher un sac de farine ou d'autres denrées. Ce qu'il y avait d'odieux dans ce régime, c'est que non seulement vous deviez aller chercher votre sac de farine, mais que votre nom figurait

ensuite sur une liste affichée en plein à la fenêtre de la mairie. Voilà ce qu'il y a de plus odieux dans le régime de l'évaluation des moyens. J'en viens à ma question. . .

• (1030)

M. le vice-président: Je demande au député de la poser maintenant.

M. Harvard: Je crois que les Canadiens qui ne peuvent pas profiter de ce programme à cause de la récupération des prestations en viendront à le détester. Ils le détestent. Le député ne croit-il pas que les allocations familiales ou les pensions de vieillesse finiront par devenir très impopulaires à cause de cette disposition?

M. Dingwall: Monsieur le Président, mon collègue vise juste. Il rend fidèlement les sentiments de bien des Canadiens qui s'inquiètent de l'avenir qu'on réserve aux programmes sociaux de notre pays. Mon collègue nous parlera des tentatives que le gouvernement a déjà faites pour désindexer certains programmes sociaux.

L'érosion du principe de l'universalité qui a commencé à se faire sentir dès 1984, et les mesures fiscales successives du gouvernement auxquelles s'est ajouté le dernier budget du ministre des Finances (M. Wilson), sèment l'inquiétude non seulement parmi les gouvernements provinciaux, mais aussi chez les particuliers et au sein des organismes sociaux. Quand on fait le compte de toutes ces mesures, on voit qu'il s'agit d'une offensive générale contre le principe de l'universalité, une offensive qui provoquera la misère, l'inquiétude et l'angoisse chez de nombreux Canadiens qui reçoivent des prestations actuellement et qui espèrent continuer à en recevoir à l'avenir.

M. Crosbie: Monsieur le Président, je voudrais demander au député s'il est au courant des opinions du critique financier de son parti qui proposait, le 21 mars, de réduire le déficit en imposant la totalité des allocations familiales et des prestations d'assurance-vieillesse pour les personnes qui n'en ont pas besoin. C'est le porte-parole officiel du parti en matière de finances. Il parle pour le parti et pour son chef, je suppose, et il parle pour le caucus. Je voudrais citer un article paru dans le *Ottawa Citizen* du 21 mars:

Mais MacLaren disait que des mesures radicales sont nécessaires pour réduire le déficit fédéral, probablement des augmentations d'impôts et des réductions de dépenses. Et l'argent économisé en imposant les prestations sociales versées à ceux qui n'en ont pas besoin pourrait être utilisé pour réduire le déficit et aider ceux qui sont dans le besoin, a-t-il dit.

MacLaren a également déclaré qu'il était en faveur d'une nouvelle taxe de vente généralisée sur les biens et services pour remplacer la taxe de vente fédérale actuelle, imposée aux fabricants, qui a de sérieux problèmes.